

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES
COMPTES POUR

2020

BUDGET
ANNEXE

ÉDITION ET DIFFUSION



PROGRAMME 623

ÉDITION ET DIFFUSION

Édition et diffusion

Programme n° 623 | BILAN STRATÉGIQUE

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Anne DUCLOS-GRISIER

Directrice de l'information légale et administrative

Responsable du programme n° 623 : Édition et diffusion

Le programme 623 « Édition diffusion » porte l'ensemble des crédits de fonctionnement des activités dites « métiers » de la DILA ainsi que la totalité des crédits nécessaires aux projets informatiques et aux investissements. Ce programme comprend les actions suivantes :

- diffusion légale ;
- information administrative, édition publique et promotion.

En 2020, les dépenses du programme 623 s'élèvent à 38,0 M€ en AE et 39,8 M€ en CP, en légère hausse par rapport à 2019.

Cette évolution matérialise l'effort fait en faveur des investissements (+ 72 % en AE et +59 % en CP) afin de garantir la réalisation des projets portés par le plan stratégique DILA 2021. Elle a été rendue possible par le recul des dépenses de fonctionnement, directement lié aux efforts de maîtrise des coûts engagés depuis plusieurs années. Elle est également due, dans une moindre mesure, aux économies réalisées en raison de l'arrêt ou du ralentissement des activités (imprimerie, traitement des annonces notamment) lors du premier confinement, économies compensées cependant, en partie, par les dépenses destinées à garantir la protection des agents et à la continuité d'activité avec le développement du travail à distance.

La DILA a ainsi pu poursuivre les chantiers prioritaires du plan stratégique « DILA 2021 » et notamment l'amélioration des services numériques proposés sur les principaux sites :

- modernisation du site « legifrance.gouv.fr » qui propose, depuis le 12 septembre 2020, une nouvelle version visant à faciliter l'accès au droit. Le site modernisé intègre ainsi un moteur de recherche permettant, pour la première fois, de décroiser les informations contenues dans les différentes bases de données juridiques avec une recherche multi fonds simplifiée en « plein texte ». Il offre de nouvelles fonctionnalités tel le « Chrono Légi » qui permet de suivre l'évolution dans le temps d'un texte et met en évidence ses modifications. Un enrichissement des fonds a été fait avec l'intégration de l'ensemble des Journaux officiels publiés depuis 1869 numérisés et OCRisés. Le site est désormais utilisable sur smartphones et tablettes, contribuant à l'effort national de réduction de la fracture numérique. Le nouveau site a également été pensé nativement pour l'open data avec une architecture technique fondée sur des API de consultation destinées à faciliter la réutilisation des données juridiques. En 2020, le site a reçu 145 millions de visites.
- poursuite des évolutions du site service-public.fr en proposant une plus grande personnalisation de l'accès à l'information administrative et un élargissement de ses publics. Ce site, qui vient de fêter ses 20 ans, reste l'un des plus consultés de la sphère publique avec plus de 426 millions de visites en 2020 (et 925 millions de pages vues), soit une progression de 36 % par rapport à 2019. De nouveaux services sont pensés et développés en mode agile pour répondre avec une plus grande réactivité aux attentes des usagers. En effet, depuis sa création, le site entretient avec les usagers une relation de proximité, grâce notamment à des enquêtes annuelles mais également l'expérimentation en 2020 d'ateliers en région de recueils de besoins auprès de publics plus éloignés de l'administration. Des sessions de formation à l'usage du site dédiées aux aidants sociaux et familiaux ont également été développées en 2020.

Le site, qui affiche 7 millions de comptes personnels ouverts, propose ainsi plus de 3 200 fiches pédagogiques, des milliers de liens avec les ressources officielles, des démarches en ligne, des textes de références, des lettres types, des formulaires guidés, plus d'une centaine de simulateurs de situation et un annuaire recensant les coordonnées des services administratifs.

Les usagers ont également la possibilité de poser leurs questions par méls (plus de 150 000 messages ont ainsi été traités en 2020) ou par téléphone via le numéro 3939 « Allo Service public » dans le cadre d'un parcours usager totalement intégré.

- renforcement de l'offre éditoriale du site vie-publique.fr, rénové et en ligne depuis octobre 2019, centrée sur les politiques publiques, gratuite et enrichie de contenus numériques multiformats (infographies, vidéos, quizz etc.). Par sa capacité à présenter une information à jour, pédagogique sur les politiques publiques, le fonctionnement des institutions et des rubriques thématiques comme le panorama des lois, le site s'affirme comme une référence pour éclairer le citoyen de tout âge sur la vie publique. Les publications papier sous la marque La Documentation française complètent cette offre de contenus destinés à mieux comprendre les politiques publiques et les grandes questions de débat public, dans une logique de synergie renforcée avec le site vie-publique.

S'agissant de la transparence économique et financière, l'optimisation des processus de diffusion des annonces économiques se poursuit. La publication des annonces est désormais presque entièrement dématérialisée et les sites d'annonces seront gérés en mode Saas à compter de 2021, ce qui limite le travail technique des équipes tout en facilitant la réutilisation des données. La gratuité des annonces au *Journal officiel des associations et fondations d'entreprise* (JOAFE), mesure prise en faveur du monde associatif, a également permis de réduire considérablement le nombre de factures à traiter.

En tant qu'éditeur public, la DILA produit en compte propre (revues Cahiers français, Questions internationales, ouvrages FAC, Doc'en poche) et pour le compte d'autres administrations (Répertoire des carrières territoriales, rapports annuels de la Cour des comptes, du Conseil d'État etc.). Malgré les effets de la crise sanitaire et grâce à une activité soutenue au deuxième semestre, le nombre de titres parus n'a que légèrement baissé en 2020 avec 266 titres contre 275 en 2019.

L'imprimerie s'adapte à l'évolution des besoins des clients, avec un développement des commandes numériques de petits tirages, et cherche à réduire ses coûts de production. L'année 2020 a été fortement perturbée par la crise sanitaire, en particulier lors du premier confinement puisque le site de production a été fermé. La reprise s'est réalisée de manière progressive dans le respect des règles sanitaires renforcées.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1

Optimiser la production et la diffusion des données

INDICATEUR 1.1

Contribution au développement de l'accès à la commande publique

INDICATEUR 1.2

Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel (JO)

INDICATEUR 1.3

Développer l'édition numérique

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF

1 – Optimiser la production et la diffusion des données

INDICATEUR

1.1 – Contribution au développement de l'accès à la commande publique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Nombre total de visites sur le site « BOAMP.fr »	visites	3 219 901	3 180 777	3 200 000	2 900 000	3 345 193	3 200 000
Comptes ouverts sur le site BOAMP	Nb	185 515	202 514	220 000	218 000	218 298	220 000
Abonnements aux alertes des marchés publics	Nb	110 717	122 544	114 000	115 000	133 498	114 000

Commentaires techniques

Source des données : la mesure des trois sous-indicateurs est effectuée automatiquement par l'application de gestion du site.

Mode de calcul : Il s'agit de données brutes.

Commentaires : cet indicateur répond à la recommandation de développer et de faciliter l'accès des entreprises à la commande publique. La DILA y contribue sur son site BOAMP, l'un des principaux sites publics d'annonces légales, en offrant progressivement de nouvelles fonctionnalités aux entreprises candidates. La DILA s'emploie à donner plus de visibilité aux appels d'offres publics.

Cet indicateur composite permet d'avoir une meilleure mesure du trafic sur le site et de ses services.

INDICATEUR

1.2 – Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel (JO)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Nombre de rectificatifs publiés au JO imputables à la DILA	Nb	19	9	18	15	9	18

Commentaires techniques

Source des données : le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA est recensé en interne par l'équipe de la rédaction du JO.

Mode de calcul : le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA fait l'objet d'un décompte manuel journalier au sein de la DILA.

Commentaires : les rectificatifs imputables à la DILA sont à mettre en relation avec le nombre total de textes publiés et au regard de l'urgence avec laquelle il faut les publier (du jour au lendemain, ce qui correspond au délai de rigueur). À noter qu'un rectificatif peut être « mixte », c'est-à-dire correspondre à plusieurs erreurs imputables à la DILA et aux ministères ; dans ce cas, ces erreurs sont également prises en compte. STILA est la plateforme de production du système de l'information légale et administrative. Cet outil vise à améliorer l'accès au droit, notamment par la production sécurisée et la diffusion du JO Lois et décrets sur le site *legifrance.gouv.fr* dans les délais impartis.

INDICATEUR

1.3 – Développer l'édition numérique

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP 2020	2020 Prévision actualisée	2020 Réalisation	2020 Cible PAP 2020
Nombre de visites sur le site « vie-publique.fr »	Nb	11 794 310	13 640 368	15 000 000	15 000 000	19 507 028	15 000 000

Commentaires techniques

Source des données : le nombre annuel des visites provient d'un outil statistique.

Mode de calcul : le nombre de visites est mesuré mensuellement et extrait d'une application statistique.

Commentaires : Le résultat 2019 intègre le nombre de visites des anciens sites "vie-publique.fr" et « ladocumentationfrancaise.fr » ainsi que les visites du site rénové à partir d'octobre 2019 du fait que le site rénové « vie-publique.fr » est issu de la fusion de ces deux anciens sites. Depuis 2020, les visites du site rénové « vie-publique.fr » sont sur une année pleine.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le nombre de visites constatées en 2020 sur le site BOAMP.fr est de 3,34 millions et est supérieur à la prévision actualisée de 2,9 millions et la cible de 3,2 millions. La prévision actualisée avait été légèrement revue à la baisse du fait du ralentissement d'activité de la commande publique observée pendant le premier confinement, période peu propice au lancement de nouveaux marchés et où certaines entreprises fermées n'ont pas été en mesure de répondre aux offres de marchés.

Ce résultat est ainsi supérieur de 5,2 % à celui de l'année 2019 (3,18 millions) malgré une année 2020 incertaine compte tenu du ralentissement de la vie économique induit par la crise sanitaire.

Au cours du premier semestre 2020, un nombre important de rectificatifs a été publié ; la baisse du volume d'annonces publiées sur 2020 est de -15,5 % par rapport à 2019 ; la reprise des publications constatées au second semestre n'a pas compensé la baisse à la suite du premier confinement.

En revanche, la fréquentation du site a été plus dynamique que la publication des annonces.

La DILA met à jour en continu les formulaires proposés sur le site afin de prendre en compte au plus tôt tout changement de réglementation.

Par ailleurs, la DILA a réalisé en 2020 le cadrage du projet global de refonte de ses sites économiques et financiers, dont le site BOAMP.fr. Ce chantier devrait s'achever courant 2021. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- changement d'hébergeur et bascule en mode SaaS (*Software as a Service est une forme d'exploitation des logiciels permise par l'essor du cloud et l'amélioration des débits internet ; c'est un concept qui permet de s'abonner à un logiciel à distance au lieu de les acquérir et de devoir les installer sur les serveurs des entreprises*) pour la consultation des avis et sur le cloud public pour le service d'alertes.
- accès aux données par API automatiquement disponible
- harmonisation de l'ergonomie des sites économiques proposés par la DILA
- prise en compte du design system de l'Etat et de la charte de l'Etat
- prise en compte des obligations d'accessibilités issues du RGAA 4 et des recommandations de la CNIL.

La DILA est également impactée par le plan de transformation numérique de la commande publique porté par l'AIFE et le MINEFI. La mise en place d'un outil de saisie unique se substituera au module de saisie du BOAMP Web. Toutes les évolutions des formulaires de publicité nationaux et européens (*e-forms*) seront désormais gérées par le futur outil.

Par ailleurs, depuis fin 2015, le site « BOAMP.fr » offre plusieurs fonctionnalités aux annonceurs de marchés publics et aux entreprises candidates. La DILA facilite sur le site l'identification des entreprises de toutes tailles et propose notamment l'ouverture gratuite d'un compte afin de recevoir automatiquement des alertes paramétrables sur les appels d'offres déposés par les administrations et les collectivités publiques. Ce système permet aux entreprises de pouvoir candidater plus facilement.

Le nombre de comptes ouverts sur le site BOAMP (218 298 nouveaux comptes) progresse de 7,8 % par rapport au résultat 2019. La prévision actualisée de 218 000 comptes est dépassée et la cible de 220 000 comptes est atteinte à 99,2 %.

Le nombre d'abonnements aux alertes des marchés publics (133 498) a également augmenté de 9 % par rapport à 2019. La prévision et la cible sont dépassées. L'augmentation des abonnements est liée à celle du nombre de comptes ouverts sur le site.

1.2 Optimiser et sécuriser la production du Journal officiel

Le nombre de rectificatifs publiés au *Journal officiel* imputables à la DILA en 2020 est de 9 en regard des 35 916 textes publiés au JORF (36 681 en 2019), résultat identique à celui de 2019 (contre 19 en 2018). Ce constat est très positif, d'autant que, dans un contexte de confinement, l'activité a été réalisée pour la toute première fois en travail à distance une grande partie de l'année. De plus, les équipes ont été soumises à des délais et conditions de publication fortement contraints (heures plus tardives de transmission des textes et publications singulières les week-ends et les jours fériés). Ainsi, 11 JO exceptionnels ont été publiés pendant l'année 2020. Pour cette raison, la prévision actualisée et la cible prenaient en compte le risque d'une augmentation du nombre d'erreurs en raison des conditions de travail des agents pendant la période de confinement limitant les interactions entre les équipes et rendant certains contrôles moins aisés.

Pour rappel, depuis 2016, le nombre de rectificatifs a chuté de 79 %. Cette performance résulte de la mise en place d'une politique de maîtrise des risques incluant des formations, la définition de procédures et de contrôles, des évolutions applicatives ainsi que de nombreuses actions engagées pour l'amélioration de la qualité (indicateurs de suivi de traitement) depuis plusieurs années.

1.3 Développer l'édition numérique

Le site rénové vie-publique.fr (issu de la fusion de l'ancien vie-publique.fr et du site de ladocumentationfrancaise.fr) en ligne depuis octobre 2019 a pour objectif d'offrir aux citoyens les clés pour comprendre les grands débats qui animent la société, les politiques publiques et le fonctionnement de nos institutions. Son ambition est de toucher un public plus diversifié allant du lycéen à l'expert. Pour cela, le site met à disposition gratuitement des contenus numériques multiformats (articles, vidéos, infographies, quiz, etc.) avec différents niveaux d'expertise.

Le nombre de visites sur le site vie-publique.fr en 2020 est de 19,5 millions contre 13,6 millions en 2019, soit +43 %. La prévision ainsi que la cible sont largement dépassées, le trafic ayant été porté par une actualité très riche sur les politiques publiques avec notamment les élections municipales en début d'année, puis la crise sanitaire de la Covid-19, la crise économique induite et les élections américaines.

Le suivi de l'actualité législative dans le « Panorama des lois », qui offre un descriptif synthétique des textes législatifs, a notamment remporté un franc succès.

Un travail important a été mené par les équipes sur le référencement du site, ce qui a contribué favorablement à l'augmentation de l'audience ; le site s'est ainsi retrouvé régulièrement dans les trois premiers résultats de recherche sur Google sur les mots clés suivis.

Un nouveau contenu numérique de type podcast nommé « l'actualité de la vie publique » a été créé. Ce format permet une approche « magazine » de l'information en la mettant en « récit » (*storytelling*) et décrypte un événement ou un fait au cœur du débat public français, européen ou international. Ce type de contenus a également contribué à élargir l'audience en touchant un public plus jeune. Ces podcasts sont en effet diffusés sur certaines plateformes de streaming comme Spotify, ou encore sur les réseaux sociaux en complément du site vie-publique lui-même.

L'audience de l'année 2020, première année complète d'exploitation du site rénové, montre que le site a trouvé son public.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

PRÉSENTATION DES CRÉDITS SELON L'ARTICLE 18-II DE LA LOLF

Section / Nature de dépense	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
Section des opérations courantes	38 173 000	21 874 163		33 530 000	25 501 249	
Achats et services extérieurs	38 123 000	21 859 663		33 480 000	25 486 749	
Subventions, transferts et interventions	50 000	14 500		50 000	14 500	
Section des opérations en capital	13 267 000	16 138 062		13 205 000	14 291 089	
Acquisitions d'immobilisations	13 267 000	16 138 062		13 205 000	14 291 089	
Total	51 440 000	38 012 225		46 735 000	39 792 338	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR ACTION ET SECTION

Action / Section	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
01 – Diffusion légale	6 000 000	2 060 352		6 000 000	3 912 300	
Section des opérations courantes	6 000 000	2 067 281		6 000 000	3 912 300	
Section des opérations en capital		-6 929				
02 – Information administrative, édition publique et promotion	45 440 000	35 951 873		40 735 000	35 880 038	
Section des opérations courantes	32 173 000	19 806 882		27 530 000	21 588 949	
Section des opérations en capital	13 267 000	16 144 991		13 205 000	14 291 089	
Total	51 440 000	38 012 225		46 735 000	39 792 338	

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
22/01/2020		1 013 403						

Édition et diffusion

Programme n° 623 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total		1 013 403						

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
30/11/2020						700 000		
Total						700 000		

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		1 013 403				700 000		

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

DÉPENSES PLURIANNUELLES

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2020	CP 2020
AE ouvertes en 2020 * (E1) 51 753 403	CP ouverts en 2020 * (P1) 46 735 000
AE engagées en 2020 (E2) 38 012 225	CP consommés en 2020 (P2) 39 792 338
AE affectées non engagées au 31/12/2020 (E3) 2 205 399	dont CP consommés en 2020 sur engagements antérieurs à 2020 (P3 = P2 - P4) 13 962 198
AE non affectées non engagées au 31/12/2020 (E4 = E1 - E2 - E3) 11 535 779	dont CP consommés en 2020 sur engagements 2020 (P4) 25 830 140

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 brut (R1) 24 307 665				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2019 (R2) -1				
Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 net (R3 = R1 + R2) 24 307 665	-	CP consommés en 2020 sur engagements antérieurs à 2020 (P3 = P2 - P4) 13 962 198	=	Engagements ≤ 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R4 = R3 - P3) 10 345 467
AE engagées en 2020 (E2) 38 012 225	-	CP consommés en 2020 sur engagements 2020 (P4) 25 830 140	=	Engagements 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R5 = E2 - P4) 12 182 085
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2020 (R6 = R4 + R5) 22 527 552
				Estimation des CP 2021 sur engagements non couverts au 31/12/2020 (P5) 16 526 820
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2021 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2020 (P6 = R6 - P5) 6 000 732

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2020 + reports 2019 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Le programme 623 porte l'essentiel des dépenses de fonctionnement courant et la totalité des dépenses d'investissement du budget annexe.

Le montant des restes à payer au 31 décembre 2020 (22,5 M€) est inférieur à celui constaté au 31 décembre 2019 (24,3 M€) en raison de la diminution des engagements sur le titre 3 en 2020 (-13%) et des travaux de nettoyage des EJ

non soldés, en particulier les EJ concernant la convention financière passée avec l'AIFE dans le cadre de la mise en place de Chorus qui n'ont pas donné lieu à paiement (1,2 M€).

Les restes à payer au titre des dépenses de fonctionnement concernent :

- les dépenses informatiques pour 7,7 M€ dont :
 - 2 M€ pour l'hébergement (sites internet et applications) ;
 - 2 M€ sur les postes de travail ;
 - 1,8 M€ pour la gestion des applications métiers ;
- les conventions passées avec les concentrateurs d'annonces pour 3,3 M€ ;
- la gestion des fluides pour 1,1 M€.

Les restes à payer liés aux dépenses d'investissement sont en hausse par rapport à 2019 en raison du dynamisme des investissements en 2020 qui a généré une forte consommation en AE (+7 M€ par rapport à 2019). Ils se chiffrent à 7,4 M€ et portent principalement sur des investissements informatiques métiers (évolutions du site service-public.fr, évolutions de Légifrance, démarches en ligne) pour 4,7 M€ ou de modernisation de l'infrastructure informatique pour 1,7 M€.

Les RAP devraient être couverts par des CP 2021 à hauteur de 16,5 M€.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION

01 – Diffusion légale

Sections / Dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
Section des opérations courantes	6 000 000	2 067 281		6 000 000	3 912 300	
Achats et services extérieurs	6 000 000	2 052 781		6 000 000	3 897 800	
Subventions, transferts et interventions		14 500			14 500	
Section des opérations en capital		-6 929				
Acquisitions d'immobilisations		-6 929				
Total	6 000 000	2 060 352		6 000 000	3 912 300	

L'action 1 « Diffusion légale » du programme 623 regroupe les crédits de fonctionnement liés à la gestion des annonces légales des sites du Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) et du Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC). Elle inclut également la participation de la DILA au groupement d'intérêt public « plateforme de publicité légale des entreprises » (GIP PPLE).

La consommation des crédits s'établit à 2 060 352 € en AE et 3 912 300 € en CP. En neutralisant les retraits d'AE sur exercices antérieurs, le montant des crédits budgétaires consommés sur cette action s'élève à 3 500 555 € en AE et à 3 912 300 € en CP pour une estimation au projet annuel de performance (PAP) pour 2020 à hauteur de 6 000 000 € en AE et en CP. Cette sous-exécution s'explique principalement par le ralentissement économique provoqué par la crise sanitaire, qui a généré une baisse de l'activité d'annonce.

1) Traitement des annonces légales

Cette activité budgétaire concerne l'ensemble des dépenses de collecte, de recouvrement et de facturation des annonces légales.

Les concentrateurs d'annonces légales, qui ont en charge le traitement des annonces, sont liés à la DILA par un contrat d'utilisation du format XML pour l'envoi d'annonces de marchés publics et sont rétribués proportionnellement au chiffre d'affaires généré.

Programmés au PAP 2020 à hauteur de 3 200 000 € en AE et en CP, les crédits relatifs au traitement des annonces publiées au BOAMP ont été consommés à hauteur de 992 280 € en AE et 1 757 503 € en CP. L'écart entre la prévision indiquée au PAP 2020 et l'exécution 2020 s'explique en CP par la diminution du chiffre d'affaires réalisé sur la publication des annonces qui réduit les reversements aux concentrateurs.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission de garantie de la transparence de la vie économique et financière, la DILA assure via le site bodacc.fr la publicité des actes enregistrés au registre du commerce et des sociétés (RCS), de la création à la radiation de l'entreprise (ventes et cessions, procédures collectives, dépôt des comptes...) ainsi que des annonces civiles de rétablissement personnel. Estimée au PAP 2020 à 2 800 000 € en AE et en CP, la consommation 2020 des crédits budgétaires se chiffre à 2 149 938 € en AE et 1 889 767 € en CP. Les reversements, qui sont directement liés au nombre d'annonces publiées, sont en baisse en 2020, l'activité ayant subi les effets de la crise Covid-19.

Enfin, diverses dépenses ont été imputées sur cette activité pour 59 178 € en AE et 91 089 € en CP

2) Participation de l'État au GIP PPLE

La DILA finance depuis le 5 février 2014, en collaboration avec le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce et l'Association pour la transparence économique, le GIP PPLE qui a mission de mettre en place et de gérer un portail public (www.pple.fr) donnant accès à l'ensemble des informations légales sur les sociétés, les entreprises commerciales et les fonds de commerce.

Au PAP 2020, l'estimation du montant des versements de la DILA au GIP PPLE était de 50 000 €. L'exécution 2020 des crédits alloués se chiffre à hauteur de 14 500 € en AE et en CP, consécutive à la poursuite de la diminution de ses dépenses de fonctionnement.

3) Applications métiers

En 2020, une consommation de 284 549 € en AE et 149 331 € en CP sur l'activité applications métiers, activité programmée sur l'action 2 avec l'ensemble des dépenses informatiques. Ces dépenses portent sur les dépenses relatives au paiement des prestations de tierce maintenance applicative (TMA) et de maintien en conditions opérationnelles (MCO) des applications informatiques de la DILA.

4) Traitement de l'information régaliennne et économique

En 2020, l'exécution sur cette activité budgétaire relative aux dépenses liées aux publications de la DILA s'élève à 110 € en AE et en CP. Ce montant a fait l'objet d'une erreur d'imputation sur cette action, exécuté communément sur l'action 2 du programme 623.

ACTION

02 – Information administrative, édition publique et promotion

Sections / Dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	LFI	Exécution	FdC et AdP	LFI	Exécution	FdC et AdP
Section des opérations courantes	32 173 000	19 806 882		27 530 000	21 588 949	
Achats et services extérieurs	32 123 000	19 806 882		27 480 000	21 588 949	
Subventions, transferts et interventions	50 000			50 000		
Section des opérations en capital	13 267 000	16 144 991		13 205 000	14 291 089	
Acquisitions d'immobilisations	13 267 000	16 144 991		13 205 000	14 291 089	
Total	45 440 000	35 951 873		40 735 000	35 880 038	

L'action 2 « Information administrative, édition publique et promotion » du programme 623 supporte l'ensemble des crédits budgétaires nécessaires aux activités informatiques, de renseignement administratif multicanal, de productions éditoriales, à la gestion des ventes et aux activités liées à l'imprimerie.

La consommation des crédits s'établit à 35 951 873 € en AE et 35 880 038 € en CP. En neutralisant les retraits d'AE sur exercices antérieurs, le montant des crédits consommés en 2020 se chiffre à **39 077 613 € en AE et 35 880 038 € en CP**.

Les opérations courantes

Pour une prévision au PAP 2020 s'élevant à 32 173 000 € en AE et 27 530 000 € en CP, le montant total des dépenses de fonctionnement courant qui a été consommé en 2020 sur l'action 2 du programme 623 s'établit à 22 317 119 € en AE et 21 588 949 € en CP.

Ces dépenses 2020 en AE et en CP se répartissent en deux briques budgétaires :

- **les coûts de production**, dont les dépenses concourent directement aux activités de la DILA, se chiffrent à 8 317 472€ en AE et 8 291 892€ en CP pour une prévision en LFI de 13 778 000 € en AE et 12 685 000€ en CP ;
- **les coûts hors production**, qui portent sur les dépenses dites de « soutien » de la DILA, pour un total de 13 999 646€ en AE et 13 297 057 € en CP pour une estimation au PAP de 18 395 000€ en AE et 14 845 000 € en CP.

1) Les coûts de production.

Ils regroupent les activités budgétaires suivantes :

1.1) Applications métiers

Les dépenses correspondantes se sont élevées à 2 948 809 € en AE et 3 702 933 € en CP. Elles portent principalement sur les dépenses suivantes :

- la tierce maintenance applicative (TMA) du système d'information de l'administration numérique (**SIAN**) pour 881 683 € en AE et 769 910 € en CP. La mise en œuvre du nouveau marché de TMA en 2020 avec la phase de transition entre les deux prestataires Capgemini et CGI durant la période de crise sanitaire a engendré un surcoût estimé à 200 000 € ;
- la maintenance de l'application **Solon** Réponses pour 549 064 € en AE et 569 782 € en CP ;
- la maintenance de **Légifrance** et des bases de données juridiques pour 655 026 € en AE et 796 277 € en CP ;
- la maintenance et la gestion de projet des applications de dépôt des **annonces** pour 50 875 € en AE et 99 233 € en CP ;
- la maintenance des **annuaires** MAIA et Service Public pour 68 755 € en AE et 159 931 € en CP.

1.2) Impressions :

Les dépenses de fonctionnement de l'imprimerie s'élèvent à 2 215 225 € en AE et à 2 104 063 € en CP et concernent les trois activités budgétaires suivantes :

- les achats de matières premières et fournitures, budgétés au PAP 2020 à hauteur de 2 300 000 € en AE et 2 115 000 € en CP, ont généré une consommation de 1 334 488 € en AE et de 1 298 680 € en CP pour le fonctionnement de l'atelier d'impression, à savoir l'achat de papier, de plaques d'impression « offset », de produits associés (encres, vernis, solvants...), et de pièces détachées.

L'écart constaté entre la prévision initiale inscrite au PAP et l'exécution constatée à fin 2020 est dû à la fermeture du site situé rue Desaix et, par conséquent, à l'arrêt temporaire de l'activité de l'imprimerie pendant deux mois en raison de la crise sanitaire de la Covid-19.

- la maintenance du matériel technique, de production et location, dont le montant a été estimé au PAP à 1 150 000 € en AE et 900 000 € en CP, a généré pour l'année 2020 une consommation de 767 477 € en AE et 667 678 € en CP ;

- la sous-traitance d'impression-finition, dont les crédits budgétaires ont été programmés au PAP 2020 à hauteur de 250 000 € en AE et 200 000 € en CP, a consommé un montant de 113 260 € en AE et 137 705 € en CP.

La reprise d'activité a été progressive à compter du 12 mai 2020 et il n'y a pas eu de recours accru à la sous-traitance d'impression.

1.3) Renseignement administratif multicanal :

La consommation 2020 de l'enveloppe budgétaire destinée au financement des crédits liés à l'information des usagers s'établit, quant à elle, à 899 512 € en AE et 839 204 € en CP.

L'exécution 2020 de ces crédits est portée par les deux activités budgétaires suivantes :

- les dépenses informatiques relatives au service de renseignement téléphonique du centre d'appels interministériel de Metz (CAIM) via le numéro 3939 « Allô Service public », se chiffrent à 399 680 € en AE et 369 740 € en CP pour une prévision au PAP de 1 000 000 € en AE et 750 000 € en CP ;
- la gestion des courriels et de l'annuaire de l'administration, dont la prévision en LFI est de 700 000 € en AE et en CP, assure le financement du service de renseignement des usagers du service public par messagerie sur le site internet *service-public.fr* et le traitement des courriels y afférents. La consommation 2020 s'élève à 499 832 € en AE et 469 464 € en CP.

1.4) Activités d'édition, de diffusion et de promotion :

A fin décembre 2020, les dépenses atteignent 1 340 656 € en AE et 1 119 426 € en CP pour une prévision de 1 240 000 € en AE et 1 120 000 € en CP au PAP 2020.

Ces crédits financent l'ensemble des dépenses relatives aux publications éditées sous la marque *La Documentation française* et les contenus numériques diffusés sur le site internet rénové *vie-publique.fr*.

Les dépenses comportent les activités commerciales (routage de courriels, création de bannières internet, actions de promotion...) pour les produits papier et numériques. Elles intègrent également la sous-traitance de la gestion des abonnements et les prestations externalisées de ventes d'ouvrages dans le réseau des libraires dont le périmètre a été révisé à la suite de l'arrêt du recours aux attachés commerciaux. La prestation est désormais assurée via le marché de distribution et diffusion des ouvrages. L'exécution est supérieure en AE à la prévision en LFI en raison d'un engagement pluriannuel des prestations de routage dans le cadre de l'activité de distribution.

1.5) transports sur ventes :

Les dépenses rattachées aux frais postaux sur vente ont été exécutées en 2020 pour un montant s'élevant à 98 323 € en AE et 84 118 € en CP. Il s'agit des dépenses externalisées de transport d'ouvrages réalisées par le département de l'imprimerie estimées à 200 000 € en AE et en CP au PLF 2020.

1.6) Études générales et audits et autres activités transverses :

L'enveloppe budgétaire dédiée au financement des études générales et audits et évaluée au PAP à 650 000 € en AE et en CP a été consommée à hauteur de 667 544 € en AE et 402 605 € en CP. Ces études portent sur des études, audits conseils, et expertises liées aux activités métiers de la DILA, principalement, les études informatiques (audit SI, AMO...).

Les dépenses dédiées aux activités transverses diverses ont, en outre, été exécutées en 2020 pour 147 403 € en AE et 39 543 € en CP.

2) Les coûts hors production.

Les **coûts hors production** portent sur les activités ou le regroupement d'activités budgétaires qui se décomposent de la manière suivante :

2.1) Les dépenses liées aux services bureautiques représentent **2 913 955 € en AE et 2 190 908 € en CP**. Elles sont constituées :

- des dépenses liées aux postes de travail pour 2 849 904 € en AE et 2 094 066 € en CP qui concernent essentiellement :
 - les acquisitions de licences **Microsoft Office** dont l'engagement 2020 porte sur 3 ans pour 838 385 € en AE et 279 557 € en CP ;
 - les **achats de postes** de travail et autres matériels informatiques pour 697 394 € en AE et 781 739 € en CP, poste de dépenses fortement impacté par la crise sanitaire et la mise en place du travail à distance (impact identifié à hauteur de 472 034 € en AE et 384 446 € en CP) ;
 - le **support utilisateurs** pour 648 925 € en AE et 661 973 € en CP, dépense en diminution par rapport à 2019 (année de changement de prestataire avec une phase d'initialisation) ;
 - les dépenses liées à la **migration** des postes de travail sur **Windows10** pour 573 014 € en AE et 253 103 € en CP, projet ralenti par la crise sanitaire et ayant engendré un surcoût de 220 000 € en AE et en CP par rapport à la prévision initiale ;
 - les solutions de **partages de fichiers** pour 12 984 € en AE et en CP ;
- des dépenses de solutions d'impression pour 14 322 € en AE et 52 314 € en CP ;
- des dépenses de télécommunication individuelle pour 49 729 € en AE et 44 529 € en CP.

2.2) Les dépenses d'infrastructures informatiques représentent **7 343 237 € en AE et 7 148 246 € en CP**. Elles comprennent essentiellement :

- de l'hébergement applicatif pour 6 389 136 € en AE et 5 959 377 € en CP dont notamment :
 - **l'hébergement et l'exploitation externalisés** des sites de diffusion et d'information administrative de la DILA ainsi que du socle technique pour 3 434 612 € en AE et 2 792 055 € en CP. La crise sanitaire a généré un surcoût estimé à 100 000 € pour l'hébergement de Légifrance ;
 - la maintenance du matériel et le support des **datacenters de la DILA** pour 1 059 107 € en AE et 810 841 € en CP. On estime à 50 000 € l'impact de la crise sanitaire sur ce poste de dépenses ;
 - les prestations de maintenance en condition opérationnelle **infra Cloud, réseau et ToIP** pour 1 016 456 € en AE et 1 168 390 € en CP ;
 - la supervision et le support **Oracle** pour 705 335 € en AE et 708 535 € en CP.
- de l'hébergement nu pour 341 233 € en CP du site de production (**Nogent**) et du site de secours (**Rosny**) des infrastructures appartenant à la DILA ;
- du transport de données pour 470 842 € en AE et 423 215 € en CP correspondant aux dépenses pour les **réseaux interministériels** et leurs évolutions ;
- des services de sécurité pour 483 259 € en AE et 424 421 € en CP.

2.3) Les dépenses pour les services applicatifs représentent un peu plus du tiers du total des dépenses informatiques de la DILA se chiffrent à **2 270 399 € en AE et 2 153 501 € en CP**.

Elles portent sur les coûts de maintenance et de support par grands domaines :

- le domaine de l'information administrative pour 1 591 739 € en AE et 1 845 351 € en CP avec notamment :
 - la gestion applicative du **SIAN** pour 1 249 212 € en AE et 1 218 723 € en CP dont 109 k€ en AE et en CP concernent la prolongation du marché Actimage dans le cadre de la crise sanitaire ;
 - l'outil de gestion des mails **AKIO** pour 87 360 € en AE et 71 340 € en CP.
- des applications de soutien à hauteur de 678 660 € en AE et 308 150 € en CP avec notamment :

- le domaine des ressources humaines pour 547 331 € en AE et 228 920 € en CP dont 408 960 € d'engagement fin 2020 relatif à l'infogérance du système de gestion RH pléiades et de la DSN pour 2 ans ;
- le domaine des finances pour 106 573 € en AE et 8 330 € en CP dont 100 000 € d'engagement fin 2020 relatif à la maintenance du PGI Oracle gérant les recettes pour une année.

2.4) Les dépenses pour les services mutualisés pour 220 004 € en AE et 163 201 € en CP portant notamment sur des dépenses d'assistance à l'intégration (178 357 € en AE et 141 490 € en CP) et d'assistance RGAA (24 225 € en AE et 15 031 € en CP),

2.5) Le pilotage et la gestion de l'immobilier de la DILA pour un montant total de 1 252 051 € en AE et 1 641 201 € en CP ;

Les dépenses portent sur la mise en œuvre des activités relatives au pilotage et gestion de l'immobilier et concernent les activités budgétaires suivantes :

- l'entretien courant relatif aux travaux légers de maintenance préventive et corrective et de travaux d'aménagement, d'un montant de 950 000 € en AE et 800 000 € en CP au PAP 2020, a été exécuté à hauteur de 653 547 € en AE et 843 821 € en CP ;
- l'entretien lourd qui recouvre, entre autres, des travaux lourds de gros entretien et de renouvellement des équipements ainsi que des impératifs de mise en état des locaux et de mise en conformité a donné lieu à 26 164 € en AE et 32 890 € en CP de dépenses ;
- les énergies et fluides, plus précisément les dépenses d'eau, d'air comprimé, d'électricité, de chauffage urbain et de gaz, ont généré une consommation de crédits de 572 430 € en AE et 764 490 € en CP, pour un montant estimé au PAP de 800 000 € en AE et 1 200 000 € en CP.

Les opérations en capital

La réalisation des projets d'investissements (titre 5) vise à assurer la réussite des grands chantiers prioritaires définis par la DILA au sein du plan stratégique DILA 2021 et en particulier :

- sécuriser les processus de production et de diffusion du Journal officiel ;
- améliorer l'efficacité des processus (automatisation) dans un but de réduction des moyens humains ;
- répondre aux exigences réglementaires.

En 2020, les dépenses d'investissement se chiffrent à 16 760 496 € en AE et 14 291 089 € en CP pour une ressource en LFI de 13 267 000 € en AE et 13 205 000 € en CP. Compte tenu des marges de manœuvre sur les crédits de fonctionnement dégagées grâce aux importantes économies réalisées par la DILA ces dernières années, une fongibilité des crédits de T3 vers les crédits de T5 a été réalisée afin de couvrir les besoins liés à la mise en œuvre de projets informatiques d'envergure. Ce transfert traduit la volonté de la direction de poursuivre la modernisation de la DILA en renforçant les investissements avec des évolutions majeures sur les sites internet et le renforcement de son infrastructure informatique.

1) Les dépenses informatiques

Le total des dépenses informatiques de T5 atteint 15 293 699 € en AE et 12 879 629 € en CP, pour une programmation de 9 340 000 € en AE et 10 660 000 € au PLF 2020. Elles sont en progression de 92 % en AE et de 75 % en CP par rapport à 2019.

Les principaux projets sont les suivants :

1.1) Production régaliennne :

La DILA poursuit la rénovation et la modernisation des applications relatives à ses missions d'accès au droit et de diffusion légale. L'exécution est de 4 513 382 € en AE et 2 657 953 € en CP pour une prévision en LFI de 2 700 000 € en AE et 4 500 000 € en CP. Les principaux projets concernent :

- les évolutions du site **Légifrance** basées sur les retours des usagers pour 1 583 539 € en AE et 1 357 319 € en CP, l'année 2020 ayant été marquée par la mise en production du site Légifrance modernisé le 12 septembre ;
- les évolutions des applications **STILA** (Solution de traitement de l'information légale et administrative) et **SOLON** (Système d'organisation en ligne des opérations normatives) poursuivies pour 2 056 959 € en AE et 703 164 € en CP. Un projet de refonte de l'application SOLON est en cours ;
- l'application **SIGNALE** (système interministériel de gestion numérique des amendements législatifs) pour 497 707 € en AE et 356 346 € en CP. La DILA a réalisé des travaux pour sécuriser et industrialiser cette application en 2020. Des évolutions régulières seront réalisées dans un second temps.

1.2) Administration numérique :

Dans le domaine de l'information administrative, la DILA a augmenté ses capacités afin d'améliorer le service rendu aux usagers et de faciliter leurs relations avec l'administration. Les investissements représentent 7 146 671 € en AE et 7 144 544 € en CP, un niveau bien supérieur à la prévision du PAP 2020 (4 700 000 € en AE et 3 400 000 € en CP) en raison notamment du renforcement des démarches en ligne. Les principaux projets portent sur :

- le développement des démarches en ligne pour 5 069 297 € en AE et 5 178 439 € en CP dont 2 179 439 € en AE et 510 518 € en CP relatifs à la démarche d'inscription sur les listes électorales ;
- les évolutions continues du site service-public.fr pour 1 150 622 € en AE et 1 313 026 € en CP ;
- les évolutions de l'annuaire institutionnel pour 648 447 € en AE et 245 570 € en CP ;
- les évolutions du site vie-publique.fr pour 236 215 € en AE et 344 406 € en CP.

1.3) Evolution des outils de gestion :

Les évolutions des outils de gestion (facturation, recettes, stocks...) se sont poursuivies pour 500 199 € en AE et 457 387 € en CP. Elles ont porté en particulier sur la refonte de la gestion des stocks de matières premières (hors papier).

1.4) Infrastructure :

La DILA a également renforcé son infrastructure informatique pour un total de 3 133 449 € en AE et 2 619 745 € en CP contre une prévision au PAP portée à 1 440 000 € en AE et 2 260 000 € en CP. Ont notamment été financés :

- la modernisation des datacenters de Nogent-sur-Marne et Rosny-sous-Bois (cœur de réseau et pare-feu) pour 1 408 867 € en AE et 1 237 560 € en CP. Les travaux visent à contribuer à la sécurisation de la chaîne régaliennne. Le renouvellement des équipements a été finalisé pour 227 523 € en CP ;
- l'amélioration de l'infrastructure de stockage pour 927 125 € en AE. La refonte des applicatifs SOLON/ STILA a mis en avant la nécessité d'augmenter le stockage en termes capacitaire et de disponibilité. Cela sécurise la continuité de l'activité sur ces applications critiques ;
- l'accroissement de la puissance de calcul pour 478 376 € en AE et en CP. Ce projet vise à remplacer les serveurs de la chaîne régaliennne en voie d'obsolescence ;
- la sécurisation de la production du JO pour 171 188 € en AE et 227 523 € en CP.

2) Les travaux immobiliers

Les grands projets structurants se sont chiffrés en 2020 à 1 168 704 € en AE et 1 291 687 € en CP pour une prévision au PAP 2020 à 2 077 000 € en AE et 1 565 000 € en CP.

Les principaux investissements concernent la rénovation des locaux du site de Desaix et leur mise aux normes réglementaires. Elles portent notamment sur les opérations suivantes :

- le projet immobilier 2018-2019 pur un coût de 28 262 € en AE et 201 155 € en CP ;
- la restructuration et la rénovation des locaux du site de Desaix pour 850 385 € en AE et 802 184 € en CP ;

- la rénovation des sous répartiteurs qui a généré un engagement de 143 475 € en AE ;

Malgré la crise sanitaire et la fermeture temporaire du site de Desaix pendant le premier confinement, la DILA a pu assurer une partie des travaux prévus et notamment la rénovation des locaux.

3) Les investissements de l'imprimerie

Au PAP 2020, les crédits de titre 5 alloués au département de l'imprimerie étaient programmés à hauteur de 740 000 € en AE et 1 400 000 € en CP. Ils ont été exécutés pour 298 091 € en AE et 119 773 € en CP.

Les investissements réalisés portent notamment sur le renouvellement du dispositif de coupe de la presse numérique de marque CANON qui a généré une consommation de 248 319 € en AE et 27 540 € en CP, une avance ayant été versée au prestataire. Les chargeurs automatiques sur encarteuse, engagés en 2019, ont été payés pour un montant de 92 233 € en CP.

La crise sanitaire de la Covid-19 a toutefois retardé la mise en œuvre des projets d'investissement de l'imprimerie en raison de la fermeture du site de Desaix lors du premier confinement avec notamment le décalage de projets initialement prévus au PAP 2020 dont notamment l'acquisition d'une nouvelle encarteuse.

Le tableau ci-dessous retrace l'ensemble des investissements réalisés par la DILA en 2020 :

PROJETS 2020	AE	CP
<i>Refonte légifrance</i>		37 428
<i>Evolutions LEGIFRANCE post projet</i>	1 583 539	1 319 892
<i>Projet amendements parlementaires (ZAM)</i>	497 707	356 346
<i>Refonte formulaires BOAMP web</i>	0	71 352
<i>STILA V2</i>	46 814	137 758
<i>SOLON V2.1</i>	2 010 146	565 406
<i>Evolution appli dépôt des annonces</i>	332 246	126 841
<i>Licences compare doc</i>	42 931	42 931
Production régalienn	4 513 382	2 657 953
<i>SP itération 2020</i>	1 150 622	1 313 026
<i>Démarches en ligne 2020</i>	5 069 297	5 178 439
<i>Evolutions VP</i>	236 215	344 406
<i>Refonte annuaire SP</i>	648 447	245 570
<i>Divers projets</i>	42 090	63 103
<i>Administration Numérique</i>	7 146 671	7 144 544
<i>Infrastructure refonte SOLON/STILA</i>	927 125	0
<i>Renouvellement switchs Desaix</i>	121 204	121 204
<i>Renouvellement datacenter Rosny</i>	26 689	189 731
<i>Cœur de réseau et pare-feu (datacenter Rosny)</i>	1 408 867	1 237 560
<i>Puissance de calcul Nogent-Rosny</i>	478 376	478 376
<i>Montée de version dynatrace</i>		232 843
<i>Messagerie collaborative</i>		47 785
<i>Sécurisation du JO</i>	171 188	227 523
<i>MCO des répartiteurs</i>		84 723
<i>Infrastructure & sécurité</i>	3 133 449	2 619 745
<i>Evolutions Outils de gestion (BO,...)</i>	500 199	457 387
<i>Gestion</i>	500 199	457 387
<i>Programme acoustique atelier expédition finition</i>	49 772	0
<i>Renouvellement du dispositif de coupe de la presse numérique</i>	248 319	27 540

Édition et diffusion

Programme n° 623 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

<i>Chargeurs automatiques sur encarteuse</i>		92 233
<i>Imprimerie</i>	298 091	119 773
<i>Projet immobilier Desaix 2018-2019</i>	28 262	201 155
<i>Remise en conformité désenfumage des ateliers</i>		28 113
<i>Étanchéité terrasses</i>		18 001
<i>Rénovation des locaux</i>	850 385	802 184
<i>Mise aux normes sécurité incendie</i>	41 662	12 094
<i>Rénovation des sous-répartiteurs</i>	143 475	
<i>Travaux divers</i>	104 920	230 140
<i>Projet Immobilier</i>	1 168 704	1 291 687
<i>Total</i>	16 760 496	14 291 089